



Exigeons le retrait du projet de Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR)

**Toutes et tous dans les rassemblements jeudi 18 juin sur tout le territoire !
Rassemblement à Paris devant le CNESER rue Descartes le 18 juin à 9h30 !**

Le gouvernement veut faire voter les avis sur la LPPR le 18 juin au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), le 19 au Comité Technique ministériel de l'Enseignement supérieur et de la recherche (CT-MESR) et le 22 au Comité Technique des personnels de statut universitaire (CT-U).

Toute cette précipitation pour que le texte soit présenté en Conseil des Ministres le 8 juillet. Le gouvernement veut empêcher les personnels et les étudiant-e-s de prendre pleinement connaissance des conséquences néfastes de ce projet de loi qui modifiera durablement leurs conditions de travail. C'est inacceptable !

Le texte contient tout ce que nous avons dénoncé avant le début du confinement, notamment dans les manifestations du 5 mars :

- Liquidation des statuts avec la mise en place de « tenure tracks », contrats de 3 à 6 ans pouvant concerner jusqu'à 25 % des recrutements de directeurs de recherche et de professeurs ;
- Explosion de la précarité avec la mise en place des « CDI » de mission scientifique pour la durée des projets ;
- Renforcement de la recherche sur projets avec une part croissante du financement des besoins pérennes passant par l'ANR et ses appels à projets ;
- Renforcement du rôle du HCERES avec l'extension de l'évaluation à la totalité des missions des établissements.

Quant aux fameux « engagements » budgétaires sur 10 ans que le ministère ne cesse de mettre en avant, ils n'engagent en rien les gouvernements à venir. Ainsi l'augmentation prévue pour 2021 n'est que de 357 M€ pour 2021, car les 357 M€ pour 2021 sont des crédits de paiement alors que les 149 M€ de l'ANR de 2021 sont des autorisations d'engagement qui seront amputées du budget du programme 172 (« Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ») en 2022.

Les établissements de l'enseignement supérieur et la recherche ont besoin tout de suite de financements pour :

- prolonger immédiatement les contrats doctoraux, les CDD et les stages des étudiant-e-s ;
- assumer les dépenses faites dans le cadre de la crise sanitaire (achat de masques, fournitures...) ;
- préparer tant bien que mal une rentrée universitaire à haut risque au sujet de laquelle la ministre a fait des déclarations inquiétantes à la presse ;
- redémarrer les expériences en laboratoire : du matériel a été donné aux hôpitaux.

Nos organisations invitent les personnels et les étudiant-e-s à débattre et à se prononcer sous toutes les formes possibles, en présence ou à distance, pour dénoncer ce passage en force, exiger le retrait de ce texte et obtenir l'ouverture de véritables négociations pour un service public national de l'Enseignement supérieur et de la recherche à la hauteur des enjeux immenses.

Malgré le contexte difficile, un premier rassemblement de 400 collègues et étudiant-e-s s'est tenu place de la Sorbonne le 12 juin. Les personnels de l'ESR et étudiant-e-s ont rejoint les manifestations massives des personnels de santé le 16 juin.

Nous continuerons autant que nécessaire à nous rassembler et manifester pour que le gouvernement retire ce projet qui va totalement à l'encontre des nécessités que la crise sanitaire a largement révélées, à savoir des recherches bénéficiant de financement d'État pérennes, sur le long terme, et menées avec des personnels titulaires et correctement rémunérés.

Nous appelons les personnels et étudiant-e-s à se rassembler jeudi 18 juin sur tout le territoire, et en particulier devant le CNESER à 9h30 (croisement de la rue Descartes et de la rue Clovis à Paris – lieu précis à confirmer).

Signataires : CGT (SNTRS CGT, CGT FERCSUP, CGT CROUS, CGT INRAE), FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP), SOLIDAIRES (SUD Éducation, Sud recherche, Solidaires étudiant-e-s), FO ESR, UNEF, l'Alternative.